

“Finance pousse-au-crime”

La preuve, enfin

Cela devait arriver. Car de longue date, toute loyauté raillée, toute fidélité abolie, les requins de Wall Street ne nagent plus que « dans les eaux glacées du calcul égoïste » (dixit Karl Marx). Un cadre de Goldman Sachs a finalement craché dans la soupe, dénonçant une banque gavée de fric pour compte propre ; des clients pris pour des pantins, façon tir aux pigeons. Un environnement professionnel « toxique » - une banqueroute morale.

Tel est exactement le terreau proto-criminel décrit dans « La finance pousse-au-crime », livre collectif écrit, à l'automne 2011, par l'auteur et des collègues. Des freins moraux sapés par l'avidité et l'impunité. Des médias et dirigeants hypnotisés par une « ploutocratie internationale » - formule prise dans la revue américaine *The Atlantic*, qui n'est pas vraiment un brûlot anarchiste. Premier ressort criminel : l'impunité. Qu'advierait-il d'un garagiste qui vendrait une voiture au système de freinage saboté et souscrirait ensuite, à son profit, une assurance-vie sur la tête de son client ? Il filerait droit en prison. Or d'analogues pratiques, voire pires, sont courantes à Wall Street, dans un effarant climat d'impunité :

- Convaincue d'avoir blanchi 378 milliards de devises mexicaines suspectes ou carrément criminelles, Wachovia Bank est condamnée en 2010 à payer une amende représentant... 2% de son profit de 2009.

- En 2010 aussi, Goldman Sachs est condamnée à 550 millions de dollars d'amende pour avoir « égaré des investisseurs » - 15 jours de ses bénéfices de l'année en cours.

- La géante caisse d'épargne Washington Mutual s'effondre en 2008, provoquant la plus énorme faillite de l'histoire bancaire des Etats-Unis. Fin 2011, ses trois dirigeants sont condamnés à de grotesques “sanctions” financières, moins de 10% de ce qu'ils ont touché avant la crise.

Mais d'usage, les banques et leurs dirigeants sont condamnés à... promettre de respecter à l'avenir la loi financière. De 1995 à 2011, 19 banques dont Goldman Sachs, Morgan Stanley, JP Morgan Chase, Bank of America, etc., ont ainsi juré 51 fois de bien se conduire, pour récidiver dans la foulée - et jamais, la société de contrôle de la Bourse n'en a attaqué une seule pour violation de serment.

Ni d'ailleurs vraiment tenté de contrôler les prédateurs. Ainsi, timidement prié désormais d'« identifier ses clients et employés et de donner des détails

sur... sa manière d'éviter les conflits d'intérêts avec sa fortune personnelle » - bref, de sortir d'une quasi-mafieuse opacité - le spéculateur George Soros dénonce d'intolérables « contraintes » et s'empresse de fuir les curiosités officielles.

La connivence, maintenant : en 2008, le sénateur américain promoteur de la principale loi de dérégulation de la finance, cette qui transforme Wall Street en jackpot pour prédateurs, devient le vice-président d'une des grandes banques de la place...

Le pillage enfin. Fin 2011, la société de bourse MF Glo-

bal s'effondre. Ex-sénateur et gouverneur du New Jersey, ainsi qu'ancien dirigeant de Goldman Sachs, le directeur général de MF Golbal « ne sait pas » ce qu'est devenu le milliard de dollars qu'il gère pour ses investisseurs. Quelque « erreur humaine » fait que l'argent a “disparu”. Même scénario pour la Libyan investment authority (LIA), vampirisée de 2008 à 2010 par une meute de fonds financiers, hedge funds et banques - des milliards de dollars s'étant, là encore, « évaporés ». Déposée début 2008 chez Goldman Sachs-Londres, la somme de 1,3 milliard de dollars s'est volatilisée à 98% en février 2010. Des pratiques en regard desquelles « Massacre à la tronçonneuse » fait figure de récréation enfantine...

Au bout du chemin, la fraude financière proprement dite : transgressions, sciemment criminelles, des lois du marché ; techniques de dissimulation comptable, “innovations” financières crapuleuses. A Wall Street, prévient le professeur américain Bill Black, expert ès finance criminelle “Si vous ne cherchez pas la fraude, vous ne la trouverez pas ; si vous la cherchez, vous la verrez partout”.

Mais il y a pire encore, car un peu de volonté politique permet de rechercher puis de sanctionner ces malversations financières. Le pire, c'est ce qui justement aveugle le contrôle politique, c'est l'habillage idéologique rendant la prédation chatoyante et désirable - la “société ouverte” chère au “bienfaiteur” Soros.

Destiné à l'opinion et aux médias, ce séduisant habillage prôné par l'« élite de Davos » est par nous

Nouvel Economiste 22/03/2012

baptisé « DGSI », Davos-Goldman-Sachs-Ideologie. Mondialiste, libre-échangiste, il est fondé sur l'idée que “tout ce qui compte, se compte”. Ennemie résolue des nations, de leurs histoires et symboles, la DGSI vante les migrations et le multiculturalisme ; ce puissant dissolvant “ne se connaît plus d'extérieur, refuse qu'on soit étranger à ses cultes et ses pompes ; il se veut le système du monde, unique et clos comme une bulle” (Hervé Juvin “Le Renversement du monde”). Qui cède à ses sortilèges, qui tombe entre ses griffes, finit ravagé de fond en comble : Islande, Irlande, Grèce - en atten-

dant sans doute le Brésil. Qui en est réduit là - et voilà le motif de l'avertissement des criminologues - dégringole directement du pousse-au-crime au criminel proprement dit. Depuis que les vautours ont commencé à survoler Athènes, vendant aux pathétiques politiciens grecs les ruineuses rustines leur évitant de couler trop vite, la criminalité explose dans ce qui fut naguère la métropole la plus paisible d'Europe - voire du monde développé. Vols à main armée multipliés par 2 ; homicides : + 50% ; des bandes balkaniques armées de kalachnikov exploitent des migrants clandestins d'Asie et d'Afrique ; des grappes de toxicomanes en manque rôdent jusqu'au centre-ville, nous dit l'International Herald Tribune du 15 juin 2011.

Miracle - mirage - désastre. Telle est la recette de la DGSI. Telle est la réalité de la finance pousse-au-crime.



XAVIER RAUFER,
criminologue

Miracle - mirage - désastre. Telle est la recette de la DGSI - Davos - Goldman-Sachs - Idéologie Mondialiste - Telle est la réalité de la finance pousse-au-crime